

# Table des matières

<b>1. Est-il (encore) intéressant de constituer une société ?</b>	<b>1</b>
1.1. Pourquoi créer une société ?	1
1.2. Séparer le patrimoine privé du patrimoine professionnel	1
1.2.1. Que signifie séparer les patrimoines privé et professionnel ?	1
1.2.2. Quel est l'intérêt de la séparation ?	1
1.2.3. Cette séparation peut-elle être réalisée avec toutes les sociétés ?	2
1.3. Limiter votre responsabilité	2
1.3.1. Que signifie limiter votre responsabilité ?	2
1.3.2. Quel est l'intérêt de votre responsabilité limitée ?	3
1.3.3. Pouvez-vous limiter votre responsabilité avec toutes les sortes de sociétés ?	3
1.3.4. Pourquoi faut-il relativiser cette responsabilité limitée ?	3
1.4. Faire des économies d'impôt	4
1.4.1. Pourquoi pouvez-vous faire des économies d'impôt avec une société ?	4
1.4.2. Faites-vous toujours des économies d'impôt avec une société ?	6
1.4.3. Pouvez-vous faire des économies d'impôt avec toutes les sociétés ?	7
1.4.4. Quel a été l'impact des changements fiscaux du gouvernement Di Rupo ?	7
1.4.5. Quel est l'impact des modifications fiscales du gouvernement Michel ?	9
1.5. Économies sur les cotisations sociales	11
1.5.1. Pourquoi pouvez-vous faire des économies sur vos cotisations sociales avec une société ?	11
1.5.2. Pouvez-vous faire des économies sur vos cotisations avec toutes les sociétés ?	11
1.6. Planifier votre succession et économiser les droits de donation et de succession	12
1.6.1. Planifier votre succession	12
1.6.2. Faire des économies sur les droits de donation/succession	12
1.7. Conclusion	12
<b>2. Comment créer une société ?</b>	<b>13</b>
2.1. La réforme du droit des sociétés	13
2.2. Le choix d'une forme de société	13
2.2.1. Quels sont les différents types de sociétés ?	13
2.2.2. Qu'ont en commun ces sociétés ?	14

2.2.3.	Sociétés avec personnalité juridique complète (SPRL, SA, SCA, SCRL) . . . . .	14
2.2.4.	Sociétés à personnalité juridique incomplète (SNC, SCS, SCRI) . . .	21
2.3.	Vous devez décider qui réalise un apport, de combien et sous quelle forme ? . .	24
2.3.1.	Qu'est-ce qu'un apport ? . . . . .	24
2.3.2.	Qui apporte quoi ? . . . . .	24
2.3.3.	Combien apporter ? . . . . .	27
2.3.4.	Qu'est-ce qu'un apport en argent et comment le réaliser ? . . . . .	27
2.3.5.	Qu'est-ce qu'un apport en nature et comment le réaliser ? . . . . .	28
2.3.6.	Qu'est-ce qu'un apport en industrie et comment le réaliser ? . . . . .	29
2.3.7.	Qu'est-ce qu'un quasi-apport en nature et comment le réaliser ? . . .	29
2.4.	Vous devez (généralement) établir un plan financier . . . . .	29
2.4.1.	Qu'est-ce qu'un plan financier ? . . . . .	29
2.4.2.	Devez-vous établir vous-même ce plan ? . . . . .	30
2.4.3.	Faut-il toujours établir un plan financier ? . . . . .	30
2.4.4.	Quelles sont les conséquences de l'absence de plan financier ? . . .	31
2.4.5.	Quelles sont les conséquences si votre plan financier n'est pas bon ? . . . . .	31
2.5.	Vous devez établir l'acte constitutif . . . . .	31
2.5.1.	Y a-t-il une différence entre acte constitutif et statuts ? . . . . .	31
2.5.2.	L'acte constitutif doit-il être établi par un notaire ? . . . . .	31
2.5.3.	Combien coûte l'établissement de l'acte ? . . . . .	32
2.5.4.	Que faut-il au minimum mentionner dans l'acte ? . . . . .	32
2.5.5.	À quoi faut-il faire attention ? . . . . .	33
2.6.	Vous devez en plus respecter certaines contraintes administratives . . . . .	35
2.6.1.	Dépôt de l'acte constitutif et publication de l'extrait au Moniteur belge . . . . .	35
2.6.2.	Inscription de votre société à la BCE . . . . .	36
2.6.3.	Activation de votre numéro d'entreprise comme numéro TVA . . . . .	36
<b>3.</b>	<b>Quelles sont les implications fiscales du passage en société ? . . . . .</b>	<b>37</b>
3.1.	Le passage implique-t-il de payer des impôts sur le plan privé ? . . . . .	37
3.1.1.	Plus-values de cessation . . . . .	37
3.1.2.	Comment calculer la plus-value de cessation ? . . . . .	40
3.1.3.	Quel est le taux d'imposition de la plus-value de cessation ? . . . . .	41
3.1.4.	Quand les plus-values de cessation peuvent-elles être exonérées ? . .	45
3.1.5.	Est-il intéressant de faire exonérer une plus-value de cessation ? . . .	46
3.1.6.	La location de la clientèle est-elle une alternative au transfert de propriété ? . . . . .	49
3.1.7.	Devez-vous également payer des cotisations sociales sur les plus-values de cessation ? . . . . .	50

3.2.	Comment le transfert est-il traité fiscalement pour votre société ?	50
3.2.1.	Comment la reprise est-elle traitée dans votre comptabilité ?	50
3.2.2.	Comment amortir les immobilisations ?	50
3.2.3.	Quel est l'intérêt de la nature et du montant de l'apport ?	51
3.3.	Comment votre société est-elle imposée ?	54
3.3.1.	Sur quoi est-elle imposée ?	54
3.3.2.	À quel taux sont soumis les revenus imposables de votre société ?	55
3.4.	Comment retirer de l'argent de votre société ?	57
3.4.1.	Rémunérations (y compris tantièmes et avantages de toute nature)	57
3.4.2.	Dividendes	57
3.4.3.	Intérêts	58
3.4.4.	Location immobilière	58
3.4.5.	Location mobilière	58
3.4.6.	Usufruit	59
3.4.7.	Indemnités de frais	59
<b>4.</b>	<b>Quelles sont les implications TVA du passage en société ?</b>	<b>60</b>
4.1.	Devez-vous facturer la TVA lors de la cession de votre entreprise ?	60
4.1.1.	Pourquoi devriez-vous facturer la TVA ?	60
4.1.2.	Pourquoi ne devez-vous normalement pas la compter ?	60
4.1.3.	Quid des bâtiments d'entreprise ?	61
4.2.	Votre société doit-elle payer la TVA sur la reprise de votre entreprise ?	63
4.2.1.	Pourquoi votre société ne doit-elle normalement pas payer la TVA ?	63
4.2.2.	Si la TVA est payée malgré tout, votre société peut-elle la récupérer ?	63
<b>5.</b>	<b>Quelles sont les implications du passage en société pour les droits d'enregistrement ?</b>	<b>64</b>
5.1.	Faut-il payer des droits d'enregistrement lors du passage de votre entreprise en société ?	64
5.1.1.	Quand des droits d'enregistrement seraient-ils dus ?	64
5.1.2.	Qui doit alors s'acquitter de ces droits, vous ou votre société ?	64
5.1.3.	Qu'est-ce qui détermine le taux des droits d'enregistrement ?	64
5.2.	À combien s'élèvent les droits d'enregistrement payés par votre société sur les immeubles que vous lui vendez ?	65
5.2.1.	Le droit général de vente de 12,5 % ou 10 %	65
5.2.2.	Existe-t-il un taux réduit ?	65

5.3.	À combien s'élèvent les droits d'enregistrement qu'elle paie sur les immeubles que vous apportez ? .....	65
5.3.1.	Principe .....	65
5.3.2.	Quand le bâtiment apporté est-il une habitation ? .....	65
5.4.	À combien s'élèvent les droits d'enregistrement sur un « apport mixte » ? .....	66
5.4.1.	Qu'est-ce qu'un apport mixte ? .....	66
5.5.	Pouvez-vous récupérer les droits d'enregistrement payés sur le plan privé lors du transfert de l'immeuble ? .....	70
5.5.1.	De quoi s'agit-il ? .....	70
5.5.2.	Est-ce possible lors d'un transfert de bien immobilier à votre société ? .....	70
5.6.	Les droits d'enregistrement sont-ils des frais déductibles pour votre société ? ..	71
<b>6.</b>	<b>De quoi faut-il encore tenir compte lors du passage d'une entreprise en société ? .....</b>	<b>72</b>
6.1.	Transfert des contrats, créances et dettes .....	72
6.1.1.	Comment transférer des contrats de votre entreprise à votre société ? .....	72
6.1.2.	Comment transférer les créances de l'entreprise à la société ? .....	73
6.1.3.	Comment transférer les dettes de l'entreprise à la société ? .....	73
6.2.	Transfert des contrats de travail .....	73
6.3.	Responsabilité de votre société pour les dettes sociales et fiscales de votre entreprise .....	74
6.3.1.	De quoi s'agit-il ? .....	74
6.3.2.	Faut-il en tenir compte ? .....	74
6.4.	Attestations, autorisations, agréments .....	74
6.4.1.	Attestation du sol .....	74
6.4.2.	Autorisations et agréments .....	74
6.5.	Règles déontologiques .....	74
6.6.	Statut social de votre partenaire .....	75
6.6.1.	Votre partenaire devient gérant ou administrateur .....	75
6.6.2.	Votre partenaire ne devient pas gérant ou administrateur .....	75
<b>7.</b>	<b>Annexes .....</b>	<b>76</b>